



Le plan de paix proposé par la Chine pour mettre fin à la guerre en Ukraine ne profiterait à personne d'autre qu'à la Russie, selon Washington.

Laissez-nous profiter de la guerre voulait certainement dire les faiseurs de guerres américain !

L'ÉDITO

LE PEUPLE SOUVERAIN S'AVANCE



on arrête tout !



La parole est au peuple, aux travailleurs. Ils avanceront, en silence, millions de femmes et d'hommes parmi les leurs. Plus de cris. Plus de tambours. Plus de chants. Juste le rythme de leurs pas claquant sur le bitume des rues de nos villes et villages, dans le silence d'une colère froide.

Impeccables dans leurs habits de travail même si c'est la grève.

C'est une affaire sérieuse, la grève. Ce n'est pas le laisser-aller.

Bloquer un pays c'est une décision grave et d'importance.

Un silence accusateur, deux ans de peine supplémentaire pour avoir droit à la retraite. Refuser c'est être un fainéant, si on lit les déclarations d'Emmanuel Macron : « Certains au lieu de foutre le bordel feraient mieux d'aller regarder s'ils peuvent avoir des postes » Selon lui, il suffirait de traverser la rue. De changer de trottoir. Ou bien encore : « Je ne céderai rien ni aux fainéants, ni aux cyniques, ni aux extrêmes, ni aux égoïstes, ni aux pessimistes » Cela en fait du monde !

Vendredi 17 février, dans la nuit, le «droit à la paresse » théorisé par Paul Lafargue, gendre de Karl Marx a été évoqué... Paul Lafargue avait noté que la machine, au lieu de libérer l'humain du travail le plus pénible, entre en concurrence avec lui « à mesure que la machine se perfectionne et abat le travail de l'homme avec une rapidité et une précision sans cesse croissantes l'ouvrier, au lieu de prolonger son repos d'autant, redouble d'ardeur, comme s'il voulait rivaliser avec la machine. »

Il en résulte une augmentation du temps de travail par la suppression des jours fériés et l'allongement des journées de travail, ce qui provoque une augmentation de la production. Madame la Première Ministre doit être convaincue que les humains sont sur terre pour souffrir et non pour jouir. Pour pleurer et non pas rire. Pour mourir et non pas vivre.

Au final, y aurait-il comme une sale maladie dans le bonheur ? Le bonheur de vivre libérés des tracas du quotidien, plus longtemps et en meilleure santé. Le bonheur de s'occuper enfin de soi, des siens et pourquoi pas de notre « monde commun ».

Emmanuel Macron, Élisabeth Borne et leur cohorte de séides touchent là, à ce qu'il y a de plus intime chez chacun d'entre nous, nos envies, notre façon d'envisager le monde et notre vie et enfin au plus profond, au plus secret de nous-mêmes, notre rapport à la maladie, à la vie et à la mort. Ces sujets délicats, profondément humains, nécessitent-ils qu'on légifère en tout et tout le temps ? Je pense au prof de philo, nous expliquant Montesquieu : « Il est parfois nécessaire de changer certaines lois mais le cas est rare, et lorsqu'il arrive, il ne faut y toucher que d'une main tremblante. » Députés de la majorité décomposée, ministres, et président de la République auront tort de ne pas trembler.

« Le peuple souverain s'avance ! »

M. Brandi



ILS ONT OSÉS

Deux camarades de la Pic Vitrolles viennent d'être LICENCIÉES pour « Comportement inappropriés » En message décodé, il s'agit des faire taire deux camarades de la CGT, d'étouffer toutes

velléité de contestation sociale et de faire peur à l'ensemble des travailleurs du centre de tri.

Dans la Poste nouvelle, débarrassées du « carcan » du statut des PTT, c'est la nouvelle formule du dialogue social et du rôle attribué aux organisations syndicales ?

Le « Travaille et tais-toi » digne des plus répressives officines patronales du XIXème siècle ne doit pas avoir cours à La Poste aujourd'hui !

Si nous retraités avons eu à subir la répression pour nos activités syndicales dans le passé, jamais nous n'aurions imaginés la puissance de la répression actuelle

C'est pour cela que nous nous sentons solidaires de nos deux camarades et que nous serons partie prenante dans toutes les actions avenir pour obtenir JUSTICE et RÉINTÉGRATION

Paris 2024: la promesse de JO populaires s'envole

Les prix exorbitants des premières places vendues pour les Jeux olympiques de 2024 laissent craindre que l'événement ne soit pas aussi « inclusif » que promis, la nécessité pour le comité d'organisation de boucler son budget l'emportant sur le reste.

Les « packs sur-mesure » – répartis en quatre catégories de prix – ont douché les espoirs de nombreux fans de sport qui s'étaient inscrits sur le site de Paris 2024 pour obtenir des tickets à prix abordables.

S'agissant des deux sports phares des jeux, l'athlétisme et la natation, c'est même indécent. Pour les finales d'athlétisme au Stade de France, les premiers prix ont été fixés à 85 euros pour des places situées tout en haut du stade, dans les virages, puis à 195 euros pour les places juste en dessous, et l'immense majorité sera vendue à 385 et 690 euros l'unité. Du délire.

Pour la natation, seules les places pour les courses dites de qualification ont été mises en vente. Mais même pour ces courses où le suspense est faible, le prix des places est très élevé : certes, le comité d'organisation propose un premier prix à 24 euros tout en haut de la piscine olympique, mais la majorité des places sont vendues à 85, 155 et 230€.

Et en prime ce qui choque le plus, c'est peut-être le placement dans les stades des catégories tarifaires les plus abordables, et leur faible présence pour les épreuves les plus attendues,

Alors dans cette période de forte inflation et de baisse de pouvoir d'achat, le slogan fameux slogan « Du pain et des Jeux » pourrait être remplacé par

« La baguette sera hors de prix, les Jeux aussi ! »

Total(e) arnaque !

Carburants: le plafonnement à 1,99 euro du litre de carburant promis par l'énergéticien représente 600 millions d'euros selon TotalEnergies Soit 1,67% de leurs bénéfices net de 20,5 milliards de dollars pour l'année 2022,

Pendant que 13 milliards vont dans les poches des actionnaires

On rappelle que, TotalEnergies n'a pas payé d'impôts sur les sociétés l'an dernier. Pire, la dernière fois que Total a payé l'impôt sur les sociétés, c'était en 2017.

Mieux, le baril de pétrole a baissé en 6 mois de 40 dollars soit le même prix qu'en décembre 2020, et le litre plafonné à 1€99 est 60 centimes plus cher qu'en décembre 2020.

Faut-il dire "Merci" pour un cadeau qui n'en est pas un ?



Caisse Nationale d'Assurance Maladie Les élus CGT alertent et proposent

L'accès aux soins pour la population se dégrade avec 6,5 millions d'assurés sociaux sans médecin traitant dont 600 000 personnes atteintes d'affection de longue durée. Les différentes mesures prises ces dernières années n'ont eu aucun effet, bien au contraire. En ce qui concerne les déserts médicaux, les zones les plus déficitaires il y a 10 ans le sont encore plus aujourd'hui. Les dépassements d'honoraires se généralisent et concernent maintenant près de 90 % des chirurgiens. Le nombre de visites à domicile ne cesse de diminuer alors que la population vieillit et présente de plus en plus de problèmes de mobilité. Les médecins sont de moins en moins présents en Ehpad, dont les résidents trop souvent adressés aux urgences des hôpitaux par absence de prise en charge médicale. Face à cette situation, le ministre de la Santé et son bras armé, le directeur général de la CNAM, restent dans le schéma ancien de la convention médicale, avec la rémunération à l'acte et la liberté d'installation ; cela ne peut que mener dans une impasse.

Les besoins ont évolué avec la prédominance des maladies chroniques qui représentent aujourd'hui 60 % des dépenses de l'assurance maladie. La sociologie des médecins a changé et montre une forte féminisation de la profession et une aspiration de l'ensemble des jeunes diplômés à un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle, avec une moindre appétence à l'exercice libéral.

C'est ainsi que les conseillers CGT à la CNAM ont proposé au conseil, en amont de la discussion de la convention médicale, une nouvelle approche des négociations conventionnelles afin de pouvoir répondre aux attentes des assurés sociaux, tout en entendant les aspirations des professionnels de santé.

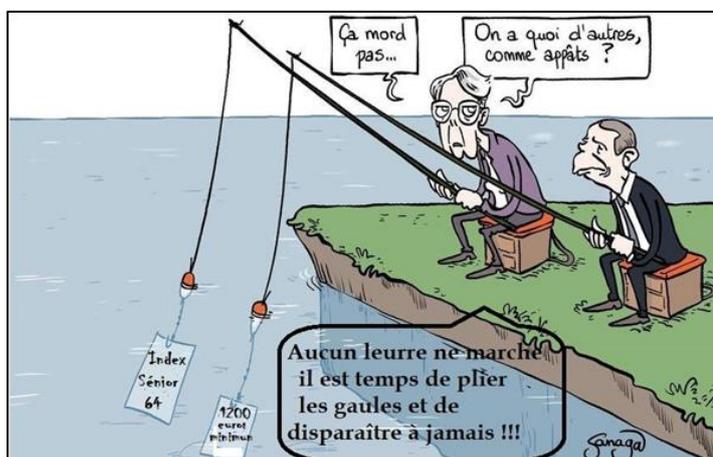
Concrètement, il s'agit de fusionner la convention d'exercice libéral et celle concernant les centres de santé afin de laisser le choix du mode d'exercice et de rémunération – en l'occurrence, le salariat – aux médecins et aux autres professionnels de santé.

Afin de sortir de l'impasse actuelle qui va entraîner une dégradation de l'offre de soins à la population, le gouvernement doit mettre en œuvre nos propositions.

Pour les médecins, ça fait un beau 13e mois

Le Ministre de la Santé, a estimé que la proposition de la Caisse nationale d'assurance maladie de porter la consultation de base des médecins généralistes en cabinet à 26,50 euros au lieu de 25 était satisfaisante, même si on est loin de la revendication des médecins. Il propose également une revalorisation conditionnée plus forte - 30 euros pour la consultation de base des généralistes - pour les médecins qui acceptent de s'engager pour plus de temps au contact des patients avec un niveau minimal de patients ou bien employer un assistant médical.

PS: Les 2 principaux syndicats des généralistes votent contre les nouveaux tarifs des consultations.



Si le JDD le dit :

Selon notre sondage Ifop pour le JDD, 67 % des Français estiment justifié le mouvement de blocage du 7 mars contre la réforme des retraites"

Mardi 7 mars : Manifestations à Marseille (10h30 au Vieux Port)
Arles (10h30 Kasque à musique).

Mercredi 8 mars : Manifestation RDV 10h30 devant le MEDEF
Marseille (place Général de Gaulle)."

JE DIS CA JE DIS RIEN :

Le patron de BP, géant du pétrole et du gaz, va toucher une prime de 12,9 millions d'euros.

Errare humanum est



Pour dénoncer la politique énergétique du gouvernement, j'ai titré NOS MOZARD DE LA FINANCE dans le dernier numéro (N°278).

Un ami mélomane et néanmoins camarade, a failli me placer sur la chaise électrique (off course) pour avoir osé mettre un D à la fin de Mozart.

Crime de lèse virtuose dont je m'excuse humblement !

SOUTENEZ
les grévistes

Par chèque : à l'ordre de « Solidarité CGT Mobilisation »
adressé à : "Confédération Générale du Travail"
Service Comptabilité
263 rue de Paris, 93100 Montreuil.

<https://www.leetchi.com/c/solidarite-cgt-mobilisation>

Confédération générale du travail

EN CES MOMENTS DE MOBILISATIONS. TENEZ-VOUS AU COURANT EN CONSULTANT...

- le site des Retraites CGT Poste 13 : <https://retraites-cgtposte13.over-blog.com/>
 - Le site de l'USR CGT13 <http://www.retraites-cgt13.com/wordpress/>
- le Facebook de l'UD CGT 13 : <https://www.facebook.com/UDCGT13>

RÉUNION MARS 2023
DES RETRAITES CGT POSTE 13

Mardi 14 mars 2023
14H00 au Syndicat
Parlons VRAI

Je suis syndiqué-e, j'ai mon mot à dire !

CONFIRMER VOTRE PRÉSENCE: 06.09.43.73.33/ 06.44.06.65.94/ 06.83.18.55.88

* peut changer avec une situation sociale exceptionnelle

LA RÉUNION MENSUELLE

C'est discuter mais aussi

ENVISAGER LES ACTIONS FUTURES.

Nous avons donc mandaté la direction du syndicat pour relancer et appuyer notre demande d'audience concernant le Cahier Revendicatif (Participation de la Poste au paiement de notre Complémentaire Santé, accès à

toutes les offres du Portail Malin comme pour les actifs, gratuité des transports, logement...), et nous envisageons selon les réponses ou la non-réponse) une action de masse de l'ensemble de nos retraités à la Direction de la Poste Village de La Poste (Colbert) 1300. Marseille